

Dépêche de l'Agence AEF

Débat énergie

9 ONG assurent que la remise en cause du modèle centralisé est partagée, FO et CFE-CGC les accusent de préempter le débat

Neuf ONG environnementales, dont le Cler, Attac, FNE et le RAC (1), assurent dans un communiqué commun du mardi 5 février 2013, que leurs propositions sont « au centre des discussions » du débat national sur la transition énergétique. « La remise en cause du modèle énergétique français hyper-centralisé qui entrave la mise en oeuvre de solutions adaptées aux réalités des territoires et aux enjeux climatiques et énergétiques fait la quasi-unanimité, notamment du côté des collectivités locales, des parlementaires et des consommateurs, mais aussi d'une large partie des employeurs et même de certains syndicats qui savent que c'est aussi là que se trouvent les emplois de demain », écrivent-elles. Cette vision du débat est « totalement excessive et inexacte », réagit auprès d'AEF Développement durable Jacky Chorin, secrétaire fédéral de FO énergie et mines et membre du conseil national du débat. Membre du groupe de travail du débat énergie consacré à la gouvernance, dans lequel la question de la décentralisation est discutée (AEF n°15972), Alexandre Grillat, pour la CFE-CGC, dénonce « une manière de préempter le débat ». « La remise en cause du modèle français hyper-centralisé n'est en aucun cas un consensus. Le terme est trop fort. La transition, c'est l'évolution, pas la remise en cause », poursuit l'administrateur d'EDF.

LA FIN DE LA PÉRÉQUATION TARIFAIRE POUR FO

Pour Jacky Chorin, « si l'on va vers un modèle complètement décentralisé, avec la fin du monopole d'ERDF au profit des collectivités qui deviendraient autonomes, c'est la fin de la péréquation tarifaire. J'attends la réaction des représentants des élus ruraux et des consommateurs devant une telle perspective ! Donner un plus grand rôle des collectivités en matière de maîtrise de la demande en énergie, cela se discute ». Quant à dire que les discussions du débat tournent autour des propositions des ONG, Jacky Chorin ironise : « Si dire que sortir du nucléaire est une proposition, je peux dire qu'il faut construire x réacteurs et dire que c'est concret ! » Pour le syndicaliste, « à ce stade, le mécanisme de discussion du débat est extrêmement difficile » et ne « permet pas de voir ce sur quoi il va déboucher ». « La question principale » pour FO est de savoir « si aujourd'hui il faut fermer Fessenheim et toutes les centrales nucléaires au bout de 40 ans » ou « faire comme aux États-Unis, qui en investissant et en assurant un contrôle absolu, prolongent les centrales jusqu'à 60 ans ».